

Solidaires en action ^{N° 22}

Le 28 septembre 2009

La Poste : Estrosi enfile les perles !

Dans une interview du 23 septembre sur la radio France Inter, abondamment reprise, Monsieur Estrosi s'exprime au sujet de La Poste... dans des termes plutôt étranges. Morceaux choisis :

- **La Poste aurait perdu 10 % de part de marché sur le courrier en deux ans.** Faux. Si un opérateur avait pris 10 % des parts de marché du courrier, cela se verrait. Monsieur Estrosi confond part de marché et volume de courrier.
- **La Poste aurait accumulé un déficit de 6 Milliards.** Encore faux ! La Poste connaît enregistre des bénéfices depuis plusieurs années. En fait, c'est sa dette qui avoisine les 6 milliards. Monsieur Estrosi confond déficit et dette !
- **En 2008, La Poste aurait créé 6 000 emplois.** Toujours faux, elle en a détruit 7 389 (source : bilan social de La Poste). Monsieur Estrosi confond recrutement et création d'emplois.
- **L'IRCANTEC serait le régime de retraite complémentaire dont bénéficient tous les fonctionnaires de La Fonction Publique.** Encore raté. Aucun fonctionnaire n'est assujéti à l'IRCANTEC, mais seulement les contractuels (par définition non fonctionnaires).
- **Pour répondre à une question sur la privatisation de GDF et pour rassurer sur le 100 % public du statut de La Poste, il affirme que cet engagement sera forcément tenu puisqu'il sera inscrit dans le marbre de la loi.** Dommage ! L'article 24 de la loi de 2004 portant sur changement de statut d'EDF GDF garantissait que l'Etat détiendrait au moins 70 % du capital de ces établissements. L'Etat ne détient plus que 35 % du capital de GDF.



Dans les entreprises, devant les bureaux de poste, dans les mairies, les marchés, ... votation citoyenne pour l'avenir du service public postal !

La seule consolation pour Monsieur Estrosi est qu'il n'est pas le seul à s'égarer. Le 22 septembre, Madame Lagarde trébucha également lors d'une interview sur la radio nationale. A une question concernant l'ardoise laissée à La Poste par l'Etat au titre des missions de services publics non compensées, **la ministre de l'économie a répondu que La Poste est une institution qui fonctionne et qu'il n'y a pas d'argent à lui donner.** Surprenant argument alors que le gouvernement explique que « le changement de statut est indispensable pour donner de l'argent à La Poste qui en a absolument besoin pour se développer et affronter la concurrence ». **La fédération Sud-PTT s'insurge de tels propos qui démontrent une méconnaissance totale du dossier ou de mensonges avérés** de la part du Ministre chargé de l'avenir d'un service public aussi important. Mauvais présage pour l'avenir du service public postal et la démocratie alors que les principaux responsables du gouvernement et de l'UMP en sont réduits à dénigrer les opposants à la privatisation en les qualifiant de menteurs !

Vers une coordination des luttes, enfin ?

L'Union syndicale Solidaires soutient les initiatives prises par la CGT New Fabris de Châtellerault, la CGT Ford de Blanquefort, pour coordonner les boîtes en lutte, faire converger les différents mouvements de résistance aux attaques patronales.

Voilà pourquoi, **nous étions le 1^{er} septembre aux côtés des Continental** lorsqu'a été rendu le scandaleux jugement les condamnant ; nous étions aussi à **Clairoix le 26 septembre, seule organisation interprofessionnelle nationale ayant répondu à leur invitation, pour un meeting de soutien**, où nous avons redit notre solidarité, l'exigence de leur relâche, et notre volonté de construire un mouvement de grève générale interprofessionnel national.

L'Union syndicale Solidaires a participé à la réunion organisée par la CGT Ford de Blanquefort, le 5 septembre, pour coordonner les luttes, rassembler les équipes de base. Une nouvelle réunion nationale devrait avoir lieu vers mi-octobre : Solidaires en sera totalement partie prenante.

Le 17 septembre, de nombreuses équipes militantes du secteur Automobile se sont retrouvées devant la Bourse, à Paris. L'Union syndicale Solidaires était aussi dans la rue.

Convergence des luttes, grève générale, tels sont nos mots d'ordre. Ils sont justes, mais pour qu'ils deviennent réalité nous devons être présents là où les travailleurs/ses sont en lutte, montrer l'utilité de notre syndicalisme Solidaires, débattre avec d'autres équipes militantes, distribuer massivement nos tracts Solidaires pour que les salarié-e-s connaissent nos positions, nos propositions. Nous l'avons fait lors de toutes les initiatives citées : Secrétariat National, Solidaires locaux, fédérations ou syndicats nationaux, ... Continuons, et renforçons notre présence !

Solidaires des *Continental* scandaleusement condamnés !

Extraits de l'intervention de l'Union syndicale Solidaires, lors du meeting tenu à Clairoux, le 26 septembre :

... **Soutien et solidarité, face à la répression judiciaire** : nous étions le 1^{er} septembre à Compiègne, lorsqu'a été rendu ce jugement scandaleux. Un jugement qui est évidemment un jugement de classe, rendu par des juges au service de la classe patronale et de son gouvernement. L'Union syndicale Solidaires l'a dit et le répète : **c'est la loi anti casseurs qu'on ressort et qu'on aggrave !**

Soutien et solidarité avec les 6 camarades de Continental, aussi parce que cela s'inscrit dans un mouvement répressif extrêmement large. Une répression, et notre solidarité, qui concerne aussi par exemple les camarades de l'USTKE de Kanaky, les désobéisseurs de l'Education Nationale, et tous les militant-e-s syndicaux durement attaqué-e-s par les patrons, quotidiennement.

Des militant-e-s de différentes organisations syndicales, attaqué-e-s parce que les patrons, eux, n'ont pas d'état d'âme pour savoir si la lutte des classes existe encore ou pas ! Elle existe, ils la mènent, et notre responsabilité est de s'organiser pour la mener, nous aussi, le plus efficacement possible.

De ce point de vue, l'unité, la démocratie, dont vous avez fait preuve ici, à Continental, est une richesse qu'il nous faut partager. La coordination des boîtes en lutte est aussi un moyen pour cela. Parce que **le meilleur moyen d'éviter d'autres condamnations, c'est de multiplier les luttes, et surtout de les coordonner nationalement**, pour qu'il y ait, enfin, ce mouvement de grève et de manifestations, interprofessionnel, national, qui est nécessaire pour que les patrons et leur gouvernement reculent. L'Union syndicale Solidaires réaffirme qu'il y a urgence à construire ce mouvement. Nous considérons qu'il est de la responsabilité des organisations syndicales de le proposer et de l'organiser.

Des syndicats qui servent à quelque chose, ce sont des syndicats qui organisent la lutte collective. Cette lutte, des milliers de salarié-e-s la mènent déjà dans leurs entreprises. **Il y a urgence à les faire converger.** Urgence, pas pour faire plaisir à quelques militant-e-s syndicaux qui pensent (à juste titre !) que la réponse syndicale nationale est insuffisante. Non, urgence parce que des millions de nos camarades, de nos collègues, de nos voisins, sont dans une situation insupportable.

Soutien et solidarité avec les Continental ; annulation des condamnations et relaxe ! Soutien et solidarité avec tous les travailleurs et toutes les travailleuses en lutte ! Mettons en commun nos expériences, nos acquis, et notre force. Unissons-nous, prenons-nos affaires en mains, et ensemble on va gagner !

Comité de grève de *Freescale* à Toulouse

Nous reprenons ici un communiqué du Comité de grève de *Freescale* Toulouse, impliqué dans la construction d'une coordination des boîtes en lutte. Le comité de grève est soutenu par l'intersyndicale CGT/CFDT/CFTC.

Depuis que nous avons été virés des portes de l'entreprise par les CRS vendredi 18 septembre, les actions se sont poursuivies à l'extérieur : participation à la manifestation des postiers toulousains, avec prise de parole, blocage pendant une heure d'une ligne de métro et surtout, avec l'appui de syndicalistes de *Tisséo* (l'entreprise de transports en commun), nous avons bloqué ce mercredi le principal dépôt de bus. Et quand nous avons été délogés par la police, ce sont les chauffeurs de bus qui ont prolongé le blocage par solidarité. Les grévistes ont beaucoup apprécié ce geste de solidarité et cette action nous a donné une couverture médiatique sans précédent jusqu'ici. Cela a grandement renforcé le moral en ce milieu de 3^{ème} semaine de grève.

Nous tenons à dénoncer la désinformation lancée par la direction et reprise par *La Dépêche du Midi* sous le titre « *Intel* reprend *Freescale* » : en fait, *Intel* va peut-être reprendre 51 ingénieurs de *CPG* (branche téléphonie que *Freescale* abandonne). Un moyen peut-être pour *Intel* de mettre un pied en Europe, mais on est loin du « CDI pour tous » promis par notre direction (au mieux 98 reclassements en tout pour 236 suppressions de poste à *CPG*-Toulouse). **Les grévistes sont convaincus que, pour les 830 suppressions de poste en fabrication, le taux de reclassement sera encore bien plus faible.**

Nous affirmons notre solidarité avec les travailleurs de *Philips EGP* à Dreux, dont la situation (annonce de la cessation de toute production par un trust prospère) est très semblable à la nôtre. Et bien sûr nous réaffirmons notre totale solidarité avec les condamnés de *Continental* Clairoux, même si la distance et les tâches liées à la grève rendent difficile notre participation au rassemblement de samedi. Renforçons nos liens pour être plus forts !

Solidaires avec les salarié-e-s de *Rhöm and Haas*

Les salariés de *Rhöm and Haas* luttent depuis le mois de juillet contre un plan de restructuration qui se traduit notamment par la fermeture du site de Semoy (Loiret) avec délocalisation des productions (adhésifs pour la construction automobile) vers l'Allemagne et l'Italie. **97 emplois sont en jeu dans cette usine.**

Une grève de 7 jours en juillet a été nécessaire pour obtenir un droit d'expertise pourtant prévu par la loi française. Le plan de restructuration fait suite au rachat de *Rhöm & Haas* par le trust chimique *Dow Chemical*, qui s'est notamment illustré en fournissant « l'agent orange », avec lequel l'armée américaine a sinistrement dévasté le Vietnam.

Aujourd'hui ce n'est pas la forêt que détruit *Dow Chemical*, mais les emplois et la vie de 97 salariés-e-s. Dow, l'un des plus grands groupes mondiaux de la chimie n'est pas en difficulté financière. Ce plan ne vise qu'à accroître encore un peu plus les dividendes reversés aux actionnaires. Une fois de plus, après avoir accumulé des profits gigantesques en intensifiant la charge de travail, en supprimant des postes de travail pendant des années, un trust essaie maintenant de faire payer les frais de la crise aux salarié-e-s. Nous ne pouvons admettre cette logique du profit qui ne tient pas compte du sort et de la vie des salarié-e-s.

Agir pour défendre le fret ferroviaire !

Le gouvernement se sent obligé d'annoncer un soi-disant développement du fret ferroviaire par quelques mesures spectaculaires d'un côté (TGV Fret) et des aides au développement du privé de l'autre (à des opérateurs de proximité qui n'arrivent pas aujourd'hui à récolter du trafic). Il a senti la pression, face au scandale de sa politique laissant les transports au premier rang des émetteurs de carbone (27%) dont la route est quasiment la seule responsable à 91%.

Le déclin du ferroviaire n'est pas nouveau. En 20 ans, il a perdu 20% de son trafic pendant que la route multipliait le sien (et le nombre de camions) par 2 (de 160 à 320 milliards de tonne.Km). C'est la conséquence de la dictature d'une économie où les entreprises recherchent le profit maximum, réduisent les frais de gestion des stocks en les mettant sur la route dans des camions répondant au désir de flux tendus, pressurisent vers le bas les tarifs des transports ce qui se concrétise par l'abandon de trafics jugés non rentables par la SNCF, par des faillites d'entreprises routières, par le non respect de la législation par les camions (sociale, vitesse, chargements...). Et l'argent public a laissé le réseau ferroviaire se réduire et se dégrader.

La politique libérale a accéléré ce transfert du rail vers la route. Contrairement aux pays voisins, le gouvernement français a refusé de reprendre la dette ferroviaire provoquée par les investissements sur les infrastructures qu'il ne payait pas. Il a également dépassé les directives européennes en coupant en 2 le système ferroviaire, en créant RFF ce qui génère d'insupportables retards et frais de transaction entre les 2 structures, qui paient des cadres supérieurs pour assurer les liens entre les 2. Il pénalise le fret ferroviaire en mettant en place des péages sur les rails et en les multipliant par 3 en 10 ans.

Les mesures d'esbroufe et d'aide au privé ne changeront pas grand-chose. Sauver la planète en transférant du trafic de la route vers le rail impose de ne plus subir la dictature du profit maximum des entreprises, d'augmenter le tarif des transports, de faire respecter la législation, de faire payer cher le carbone et les coûts externes de la pollution, d'imposer le ferroviaire pour tous les trafics où cela est possible sur les grandes distances, notamment pour le trafic de transit traversant notre pays.

SUD-Rail et l'Union Solidaires Transports appelaient à un rassemblement le 22 septembre devant la direction SNCF où se réunissait le Comité Central d'Entreprise, afin de peser sur cette importante question de l'avenir du service public du fret ferroviaire qui passe par un relèvement des tarifs qui profitera à tous les salarié-e-s du transport. **Ensuite, les cheminot-e-s ont rejoint la manifestation des postières et postiers...**

La fédération SUD-Rail a édité une brochure sur l'avenir du fret ferroviaire, disponible pour tous les adhérent-e-s Solidaires.

EDF/GDF : 240 procédures disciplinaires !

240 procédures disciplinaires, des centaines de blâmes ou d'avertissement. Quatre demandes de licenciements en conclusion de conseils de disciplines. Le tableau n'est pas seulement impressionnant, il est gravissime. Les militants et animateurs de ce mouvement sans précédent dans l'histoire d'EDF/GDF sont aujourd'hui victimes d'une attention très particulière de la part de l'encadrement : visites surprises très rapprochées de chantiers, recherche d'éventuelles fautes professionnelles... Pression permanente et brimades de toutes sortes sont le lot de nos collègues.

Pendant trois mois, les salariés d'EDF SA, d'ERDF, de GRDF, de GDF/SUEZ ont voulu faire entendre leur malaise et leurs souffrances, leur rage de voir leur entreprise publique détruite méticuleusement, leurs difficultés à boucler les fins de mois pour les plus jeunes. Les militants

syndicaux ont porté ce cri dans nombre d'endroits, c'est leur mission, c'est leur devoir. **Pendant trois mois les patrons de ces entreprises, qui toutes ces dernières années se sont grassement augmentés, n'ont opposé que fin de non-recevoir** là où ils auraient dû engager un véritable dialogue. Ils n'ont eu de cesse de porter atteinte au droit de grève, aux droits collectifs des salariés à se défendre.

Pire, l'encadrement a été prié de faire le sale boulot et de jeter le plus souvent de l'huile sur le feu. Désignation des membres des piquets de grève aux huissiers présents chaque jour sur les sites, tentatives d'intimidations sur les plus jeunes. Ainsi un encadrant a été pris la main dans le sac à dégonfler les pneus des véhicules de service sur un site particulièrement actif. Comme pour les banquiers et les patrons voyous, il y a ici deux poids, deux mesures !



Le gouvernement accélère le démantèlement de la Sécu.

Le déficit annoncé de la Sécurité sociale atteindra 20 milliards d'euros en 2009 et probablement 30 milliards en 2010, dont 10 milliards en 2009 pour la seule branche maladie. La rengaine est connue, **le déficit va servir une nouvelle fois de prétexte au gouvernement pour accélérer le démantèlement de la Sécu.** La crise économique (leur crise) engendre une baisse considérable des recettes de la Sécu, à l'origine de ces chiffres record. Hausse du chômage, stagnation des salaires depuis des années, multiplication des cadeaux aux entreprises à travers les exonérations de cotisations sociales à hauteur de 30 milliards par an, exonération des heures sup dans le cadre de la loi TEPA.

Ils poursuivent leur politique délibérée d'appauvrissement de la Sécu, visant à faciliter le glissement vers un système assurantiel privé. C'est tout le sens des mesures (visant à réaliser plus de 2 milliards d'euros d'économies) envisagées par le Ministère du Budget pour le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Une fois de plus **il s'agit de faire payer à l'ensemble des assurés sociaux les dégâts d'une politique libérale dont ils ne sont nullement responsables**, en augmentant le forfait hospitalier. Rappelons que toutes les complémentaires et mutuelles ne remboursent pas le forfait hospitalier, et que par ailleurs 7% des français n'en ont pas...

Le gouvernement aggrave par ailleurs la politique de déremboursement des médicaments qu'il poursuit depuis des années : désormais des médicaments soi-disant « de confort » comme l'aspirine et le paracétamol (qui sont largement prescrits contre la grippe dans le cadre de l'actuelle pandémie) ne seraient plus remboursés qu'à 15% contre 35% actuellement. Pour Sud Santé-sociaux, à partir du moment où la mise sur le marché d'un médicament est autorisée, il doit être remboursé intégralement.

A cela il faut ajouter la **hausse annoncée des tarifs des mutuelles et complémentaires santé**, de l'ordre de 8% par an sur les années à venir, après les 20% déjà enregistrés entre 2005 et 2008, malgré les promesses de Mme Bachelot ! Des complémentaires santé auxquelles le gouvernement prévoit de confier la prise en charge des ALD (affections de longue durée), mettant fin ainsi à leur remboursement à 100% par la Sécu.

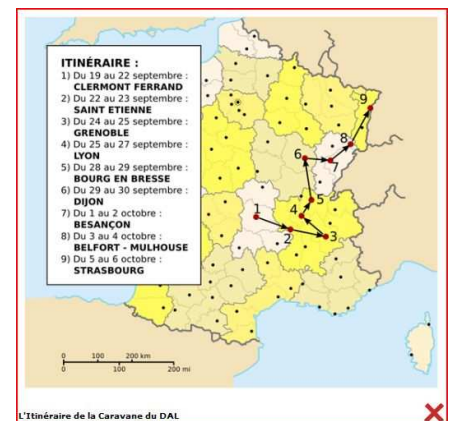
Il est urgent que le mouvement syndical, les associations de malades, les collectifs contre les franchises se mobilisent tous ensemble pour refuser ces mauvais coups portés à notre système de santé solidaire ! Le débat parlementaire qui va débiter le 15 octobre autour du PLFSS est une échéance incontournable : organisons la riposte la plus vigoureuse, dans l'unité la plus large !

Caravane des mal-logés, des sans-logis, des locataires

Droit Au Logement organise une caravane du 22 septembre au 5 octobre : nous sommes des sans logis, des mal-logé(e)s, des locataires, des militant(e)s solidaires. Tandis que le gouvernement renfloue les banques, la crise sociale s'étend. L'appétit des spéculateurs et des bailleurs est sans limite. Même les locataires HLM sont menacés. Nous allons de ville en ville, pour faire connaître ces injustices, et soutenir ceux qui, frappés par la crise du logement ou le seront demain, sont prêts à défendre leur droit, et le droit à un logement pour tous. **A chaque étape, nous informons, nous agissons, nous débattons.**

La crise du logement la plus grave depuis 50 ans :

- ⇒ En hausse : les expulsions et le désespoir qui les accompagnent, le surendettement, les sans logis, les mal logés, les galériens du logement, les bidonvilles, le camping imposé, les licenciements, la précarité.
- ⇒ En hausse : le harcèlement et la répression des précaires du logement, des gens du voyage, des Roms, des migrants ou des occupants d'habitats alternatifs, les placements d'enfants faute de logement décent, les discriminations.
- ⇒ En hausse les difficultés pour se loger, les loyers et les charges, les profits immobiliers, fonciers et locatifs, les aides financières aux gros propriétaires, la spéculation immobilière, la destruction des quartiers populaire, la vente et la privatisation des HLM.
- ⇒ En baisse : les attributions de HLM, les logements accessibles à tous, les revenus des ménages modestes, les moyens d'hébergement, le budget logement de l'État pour 2009 et 2010, les droits des locataires, le revenus...



Le 5 octobre à Strasbourg, pour la journée mondiale de l'habitat, allons sonner les cloches au parlement européen, et crier notre colère. Nous revendiquons :

- ⇒ L'arrêt immédiat des expulsions sans relogement ;
- ⇒ l'application de la loi de réquisition sur les logements vacants ;
- ⇒ la baisse des loyers et des charges, et la taxation de la spéculation immobilière ;
- ⇒ la mise en œuvre sans restriction de la Loi DALO, et son amélioration ;
- ⇒ l'arrêt de toute démolition d'HLM et de toute hausse des loyers dans le parc social ;
- ⇒ la réalisation de 160 000 vrais logements sociaux par an, y compris dans les zones les plus tendues ...